

Retour sur la journée fédérale consacrée à la lecture publique

Le 31 janvier 2019 s'est tenue dans les locaux de notre fédération à Montreuil une journée d'étude consacrée à la lecture publique : journée de débat et d'analyse au service des luttes.

L'idée d'une telle rencontre est née au sein du collectif Culture de la Fédération des Services publics, à la suite de la longue grève des bibliothécaires de Grenoble contre la fermeture, annoncée par le nouveau maire de «gauche alternative», de trois bibliothèques de quartier, et la suppression de treize postes dans la filière. Plus d'une année de lutte, de manifestations systématiquement réprimées par la police, d'actions lors du Salon du livre de Paris et au congrès de l'ABF (Association des bibliothécaires de France) pour gagner le maintien d'un équipement et sauver quatre postes. Ce mouvement, largement intersyndical, a été emblématique par sa réaction à l'évolution des politiques culturelles qui sacrifient les quartiers populaires, là où les politiques de lecture publique devraient pourtant être prioritaires, au profit des centres-ville. À l'instar des collègues de Grenoble, d'autres équipes de bibliothécaires ont mené la lutte comme à Nantes, Marseille, Le Havre, Aubagne ou encore à Plaine commune sur les mêmes problématiques, accompagnées souvent de projets d'ouverture le dimanche et en soirée, synonymes souvent de précarisation des équipes.

Réunissant plus d'une cinquantaine de camarades venu.e.s entre autres des villes et équipements de Nantes, Grenoble, Poitiers, Metz, Paris, Plaine commune, Poitiers, Grigny, Toulouse, Noisy-le-Sec, Nanterre, Bagnolet, Marseille, Aubagne, Saint-Quentin-en-Yvelines, Bdp Oise, Aulnay-sous-Bois, Bobigny, Vitry, Toulouse, Amiens, Lille, Mantes-la-jolie, Metz, Nancy, Gennevilliers, Nice, La Courneuve, La Turballe, cette journée se donnait l'ambition de renforcer les contacts, partager les expériences pour construire les perspectives de luttes et les revendications entre militants de la CGT travaillant dans les bibliothèques.

La destruction des politiques culturelles s'inscrit dans une offensive plus large

Le ton de la journée fut d'emblée donné par l'introduction de Baptiste Talbot, secrétaire de la Fédération des services publics, rappelant le contexte de régression sociale en cours, les attaques envers le statut des agents et la liquidation des missions publiques en général et celle de la culture en particulier, soulignant l'urgence pour notre CGT de construire des luttes offensives pour faire reculer ce gouvernement, tout en rappelant le rôle fondamental des bibliothèques comme outil d'émancipation sociale et intellectuelle.

Ce moment se voulait également une réponse syndicale au Rapport Orsenna sur l'avenir de la lecture publique. Cette étude, commandée par le

président Macron a bénéficié d'une importante médiatisation sans que jamais les professionnels n'aient pu se faire entendre. Dans ces conclusions, l'académicien (proche de tous les pouvoirs depuis bientôt 40 ans) préconise entre autres l'évolution des bibliothèques en «supérettes» multiservices et multifonctions, sans jamais évoquer les baisses massives de moyens.

Baisse de moyens qui furent au centre des interventions de plusieurs camarades.

Partout les mêmes réalités

À Aubagne, par exemple : cette municipalité de 45000 habitants a depuis le changement de majorité politique (passant d'un maire PCF à LR) vu la dotation de la médiathèque divisée par deux, passant de 110 000 euros à 50 000 euros,



écrasant le budget pour les nouvelles acquisitions à 5000 euros. Au delà de la question des acquisitions, les collègues dénoncent la faiblesse des moyens accordés à la médiathèque pour les actions culturelles. À La Destrousse, une commune de 3000 habitants, pas très loin d'Aubagne, on reçoit 2500 euros par an pour les actions culturelles. À Aubagne, le budget s'élève à 2100 euros.

Et en 2018, il n'était prévu que 400 euros. À la suite de la mobilisation des bibliothécaires, accompagnés et soutenus par les usagers et d'autres agents de la collectivité, ils obtiennent 20 000 euros de budget pour les acquisitions (ce qui équivaut à 43 centimes par habitant, alors que la DRAC préconise 2 euros.)

La ville de Marseille, malgré ses 980 000 habitants, ne compte que huit

bibliothèques dont beaucoup sont dans un état de grande vétusté, surtout dans les quartiers nord, plus populaires. Des suppressions de postes dans toutes les catégories et une précarisation massive de l'emploi ont fait passer l'effectif de 324 agents à 114 aujourd'hui pour l'ensemble du réseau.

«L'absence de dialogue avec une direction aux pratiques managériales très dures», «les pressions», «un conservateur en chef qui fait de l'ingérence» avec pour conséquences «des départs et une souffrance au travail qui perdure.» Voilà ce que dénonce la CGT locale qui appelle avec la FSU les agents à se mobiliser tous les samedis depuis plus d'un an avec là aussi une participation des usagers solidaires.

À Saint-Étienne aussi on ferme des

équipements dans les quartiers populaires sous le prétexte fallacieux et surtout très idéologique de faire sortir les habitants des milieux populaires de leurs quartiers. «Et pourquoi pas l'inverse ?» dit-on à la CGT.

À Nantes on dénonce la mise en place de la polyvalence à outrance pour pallier au glissement des missions et à la baisse des moyens. Baisse des moyens qui ne freine en rien la volonté de la municipalité d'ouvrir les équipements le dimanche, malgré l'opposition des agents. À défaut d'enrichir le fond, on bricole la forme.

D'autres camarades d'autres lieux compléteront ce noir tableau, témoignant des mêmes pratiques et des mêmes politiques régressives sur l'ensemble du territoire.

La deuxième partie de la journée fut consacrée à trois ateliers autour revendicatifs pour l'un: de l'évolution des missions des bibliothèques, le second s'est intéressé aux conditions de travail et enfin le dernier aux questions statutaires des personnels.

Les bibliothèques ne doivent pas devenir le cache-misère des politiques libérales de destruction des services publics

Les missions des bibliothèques sont depuis plusieurs années fortement chahutées, provoquant une perte de sens pour les professionnels. Le rapport Orsenna qui préconise leur transformation en « Maison des services publics » par la mutualisation des locaux et des personnels avec des espaces dédiés à Pôle Emploi, à la CAF, ou l'élargissement des missions à la lutte contre l'exclusion, la formation au numérique, ne fait qu'amplifier le phénomène.

Considérer que les bibliothèques sont «des outils inestimables pour lutter contre les fractures de notre société» ne doit pas signifier qu'elles doivent devenir un (faux) substitut aux services publics détruits par les politiques gouvernementales. Les bibliothèques ne peuvent pas compenser l'explosion des inégalités provoquées par les politiques libérales.

Les camarades participants à l'atelier

Même si aujourd'hui, les bibliothèques restent, avec les bureaux de poste, les lieux ouverts au public les plus nombreux en France, le maillage de la lecture publique sur les territoires est aujourd'hui insuffisant.

7700 bibliothèques territoriales et 8800 points d'accès au livre en milieu rural (représentant 180 millions de documents et 280 millions de prêts). Ainsi, à peine 10% des collectivités de 10000 habitants ou moins bénéficient d'un service de lecture publique. La filière patrimoine et bibliothèques c'est 38000 agents, dont particularité du secteur: 82000 bénévoles ! Dans les départements ruraux, il peut y avoir jusqu'à quatre ou cinq bénévoles pour un agent permanent. Dans le Bas-Rhin par exemple, il y a 60 permanents dans les bibliothèques municipales et 2000 bénévoles (Chiffres cités par le « très officiel » rapport Orsenna) La catégorie A y représente 34% des emplois, contre 26% en catégorie B et 40% en catégorie C.



ont réaffirmé: « Désacraliser le lieu, sans doute, mais sans sacrifier une certaine exigence de qualité, en revenant toujours vers le livre et la gestion des collections (acquisitions, conservation, valorisation, médiation), mais aussi en défendant la création et le vrai travail d'édition »

Et surtout développer toutes les accessibilités physique et sociale en refusant l'opposition entre une « culture légitime » synonyme d'élitisme et de stigmatisation et « chacun sa culture », les deux notions relevant d'un même mépris social. D'où la nécessité de proposer des supports et actions diversifiés d'un public « fâché avec la lecture » à un public de niveau universitaire.

Diversité, pluralisme, reconnaissance de la culture de l'autre, maintenir une offre gratuite et diversifiée (concert, conférence....) conforter les points de vue, favoriser le débat peuvent être une des conclusions de cet atelier

Améliorer nos conditions de travail par la maîtrise de notre outil de travail

La gestion des collections et leurs prêts restent une partie essentielle du travail en bibliothèque. Cette gestion génère toujours, malgré les nombreux discours sur la disparition des collections physiques, un travail de manutention et de port de charges conséquents. Ce travail est néanmoins « invisible » et les moyens pour l'assumer sont en conséquence rarement satisfaisants. Cette invisibilisation est pointée comme particulièrement difficile à vivre, voire violente. La comparaison est faite avec le travail domestique, d'autant plus que les bibliothécaires sont majoritairement des femmes.

Quant à la robotisation, si elle a permis de mettre un terme à la répétition de certains gestes, elle a bien souvent aussi provoqué une augmentation de la charge de travail : l'automatisation étant souvent intégralement absorbée par la fragmentation des tâches et par de nouvelles missions qui se rajoutent.

La RFID influe aussi sur le rapport aux usagers. Les machines ont tendance à renforcer le côté « administration froide » de la bibliothèque. Si cette rationalisation du travail peut permettre un gain de temps, les agents regrettent une perte de connaissance et de maîtrise de leurs fonds, et considèrent que cela produit d'une bibliothèque à l'autre une uniformisation des collections qui ne reflètent plus les diversités des publics

accueillis. Il est d'ailleurs précisé que bien souvent, la robotisation est une étape vers la privatisation et l'externalisation de certaines tâches.

Le travail du dimanche

Le développement de l'ouverture des commerces et services le dimanche, constitue un choix de société. D'un côté, patronat et gouvernement partisans de la flexibilité des temps de la vie et des activités prônent l'élargissement des plages de travail et donc d'exploitation capitaliste. De l'autre, ceux (les salariés, la CGT et les luttes du mouvement ouvrier.) qui souhaitent maintenir des espaces de temps commun libéré où l'activité est mise de côté.

Dans le public comme dans le privé cette nouvelle forme de flexibilité pèse davantage sur les femmes, les employés, les précaires, les travailleurs pauvres....

Si en tant qu'usagers, il arrive fréquemment d'utiliser les services publics le dimanche (piscines, musées...) Quel est l'intérêt d'une ouverture le dimanche d'une bibliothèque ? Répond-elle à un besoin social ou avant tout à un besoin d'emprunts ?

Aujourd'hui plus de 35 bibliothèques ouvrent en France le dimanche. Cette question condense de nombreuses problématiques. Sur le fait par exemple que l'on nous demande sans cesse d'en faire plus avec moins. Il y a une lame de fond qui vise à nous domestiquer. Il faudrait un fonctionnaire disponible n'importe quand. D'ailleurs certaines projections de la bibliothèque du XXI^e siècle réfléchissent ainsi au prêt de bibliothécaires à domicile. Le management à l'œuvre aujourd'hui est en train de nous « chosifier ».

Sur la question des majorations indemnitaires, il faut également rappeler que rien n'empêche l'employeur public de faire travailler les agents le dimanche. Cela peut ainsi être inscrit dans le cycle de travail, comme c'est le cas dans plusieurs villes : les compensations dépendent alors du seul rapport de force avec l'employeur. L'offre quantitative permet de masquer le recul de l'offre qualitative. Dans la plupart des cas, l'ouverture du dimanche d'une bibliothèque, souvent en centre-ville, a été suivie de la fermeture de bibliothèques de quartiers populaires ou d'une diminution de leur ouverture globale et de leurs personnels.

Les enjeux statutaires

Devant la dégradation de l'emploi statutaire et l'incohérence grandissante des grades avec les missions, une volonté forte d'harmonisation statutaire sur tout le territoire s'est dégagée des discussions. La revendication d'une gestion des carrières plus égalitaire de la filière au niveau national renforçant ainsi l'indépendance du fonctionnaire du pouvoir local et non plus en interne a été réaffirmée. Tout comme le retour à une gestion globale des emplois selon les seuls principes statutaires et égalitaires, avec la reconnaissance du rôle des Centres de gestion de la FPT.

Face au gel et à la suppression des postes, la CGT exige l'ouverture et le pourvoi systématique des postes et l'organisation de concours tous les ans.

Contre la précarité, il s'agit de revendiquer l'intégration des collègues non titulaires, la poursuite et l'intensification des dispositifs de résorption de la précarité (la loi Sauvadet prolongée jusqu'en 2018 seulement alors que le nombre de contractuels n'a jamais cessé d'augmenter) et surtout l'arrêt du recrutement abusif et massif de contractuels précaires ou vacataires.

Salaires et carrières

La filière culturelle étant une des filières pauvres de la FPT, il est impératif que tous les agents bénéficient d'une évolution plus satisfaisante avec un déroulement de carrière linéaire, nécessitant l'abrogation des protocoles « méritocrates » d'avancement (PPCR) et de rémunération (RIFSEEP).

Toutes ces tendances régressives en matière de missions, de conditions de travail, d'emploi et de carrières dans les politiques territoriales de lecture publique seront amplifiées par loi « Fonction publique » voulue par le gouvernement Macron. À l'issue de cette journée dense en débats et riche en propositions, les participants ont réaffirmé la nécessité d'une mobilisation de grande ampleur pour contrer la destruction de nos statuts.